



Coronavirus :

Une « Attaque sismique » dans notre système de santé

Les politiques de santé appliquées depuis des décennies, ont toujours été combattues par la CGT. En effet, celles-ci ne préconisaient que la réduction des dépenses de santé. Le coronavirus (COVID19) s'est infiltré au cœur de cette stratégie, sans aucune retenue. Notre système de santé, ainsi affaibli, aura montré ses limites.

Toutes les revendications portées jusqu'alors en vue d'obtenir les moyens nécessaires, n'ont pas été entendues. Hélas cette épidémie, d'ampleur mondiale, prouve que nous avons raison.

Ceux qui nous ont entraînés dans cette situation ne remettent pas en cause leurs choix. Ils se contentent de l'accompagner en menant des actions caritatives avec le « soutien » de nombreuses personnalités du show-business.

La goutte qui fait déborder le vase

Réductions de personnels de santé, de matériels, fermetures de services, d'hôpitaux... Toutes ces économies conduiraient inévitablement à une crise sanitaire. On le savait. L'ensemble des actions revendicatives le dénonçaient depuis des années. Combien de personnes ne peuvent pas bénéficier des soins dont elles ont besoin ? Soins qui, souvent, revêtent une nécessité vitale.

Aujourd'hui, dans notre département, plus de 25.000 personnes qui n'ont pas de médecin traitant. Les spécialistes ne sont pas en reste. Devoir s'éloigner de son département de résidence, pour obtenir un suivi médical ou une consultation, est devenu monnaie courante.

Si l'état désastreux de notre système de santé ne date pas d'aujourd'hui, le coronavirus le décuple.

La rentabilité... financière coûte que coûte

Dans le système capitaliste, les politiques de santé sont fondées sur la rentabilité financière au détriment de la rentabilité sociale. Des pénuries sont présentes dans tous les services. Pourquoi ? Parce que les plus fortunés ne veulent pas reverser de cotisations ou payer des impôts. Ils en portent l'entière responsabilité.

A partir de 2004, la tarification à l'activité (T2A) relevant du plan « Hôpital 2007 », instituée par **Roseline BACHELOT** (ministre de la santé dans le gouvernement **RAFFARIN**), a gangrené les services hospitaliers. Diriger un tel établissement comme une entreprise passe par la réduction des « coûts » au détriment du professionnalisme des soignants ce qui se répercute sur la qualité des services et des soins prodigués aux patients.

Faire taire les contestataires

Bien évidemment, ces orientations néfastes sont en proie à des contestataires. Ceux-ci combattent les inégalités et revendiquent le droit pour chaque citoyen d'être dignement soigné.

Leurs actions n'ont pour but que le bien de tous. Les gouvernements successifs ont toujours cherché à garder le pouvoir de décision, quitte à matraquer les rebelles.

Souvenons-nous de la fermeture de l'Hôpital des Armées de Cherbourg (Hôpital René Le Bas) en juin 2002. Bien que prévue en 2001, sous le gouvernement **JOSPIN**, elle a été effective sous celui de **RAFFARIN**. La CGT s'est montrée très active pour contrer cette fermeture. La manifestation organisée lors de la cérémonie de fermeture s'est traduite par la condamnation d'**Alain HEBERT**, Secrétaire Général de l'Union Locale CGT de Cherbourg, à un mois de prison ferme et cinq avec sursis. Celle-ci sera, après une forte mobilisation, réduite à six mois avec sursis.

Gazés, matraqués, visés par des grenades, traînés en justice : voilà ce que vivent certains salariés qui s'impliquent pour défendre les intérêts communs.

Quelle sortie de crise ?

Depuis le début de la pandémie, ceux qui ont réduit les moyens de santé, n'ont à aucun moment reconnu être coupable de la situation. Ils continuent à mener leur politique comme si de rien n'était. Tout juste se contentent ils de suspendre momentanément réformes et autres mesures en cours, sans jamais initier la moindre « révolution ».

Comment sortirons-nous de cette crise si nous ne prenons pas le temps d'être à l'écoute des personnels soignants ? Faire un peu de démocratie, en quelque sorte.

Alors qu'hier ils ne comptaient pas, certains salariés sont devenus des « héros ». Mais demain, une fois le virus passé, quelle récompense auront-ils ? Pour l'instant, chacun perçoit la remise en cause de la législation aggravant les conditions de travail (60h/semaine...) et dégradant la vie familiale (choix des congés...).

Comme à l'accoutumée, les médias prônent la « charité », faisant appel aux personnalités du show-business en vue de faire l'aumône auprès des citoyens (#faitesundon). Et par la même occasion, faire leur promotion.

Et la vraie SOLIDARITE ?

Encore une fois, la CGT reste convaincue que pour ne plus être témoin d'une situation sanitaire ainsi dégradée, un changement radical de stratégie s'impose : revenir aux principes de la création de la Sécurité Sociale, en imposant que chacun verse en fonction de ses moyens.

Les petites mesurettees annoncées ne suffiront pas à convaincre et faire redescendre la pression.

Nous devons dès maintenant anticiper la survenue d'un évènement aussi dramatique, voire plus grave. Sans oublier toutes les pathologies, aujourd'hui reléguées au second plan, pouvant elles aussi, devenir mortelles par manque de moyens.

« Plus jamais ça ! ». Au vu de la période que l'on vient de vivre, des expériences et des luttes syndicales, nous ne pouvons rester l'arme au pied.

Nos anciens avaient mis en place un système reconnu comme le meilleur au monde. Notre manque de mobilisation collective a laissé nos gouvernants ronger nos acquis, notre qualité de vie. Force est de constater que, sans une mobilisation à la hauteur des enjeux, la situation se détériorera.

Aujourd'hui, nous devons réfléchir au jours d'après. Applaudir ne suffira pas, il faudra s'engager pour que cela ne se reproduise pas. Le slogan : « Protégeons-nous », actuellement sur toutes les lèvres prendra alors tout son sens.

A Cherbourg-en-Cotentin, le 14 avril 2020